



*Communiqué de presse pour diffusion immédiate*

## **300 organismes communautaires de Montréal demandent une rencontre avec Philippe Couillard**

*Montréal, le 3 novembre 2015* – Plus de 300 groupes communautaires de Montréal ont fermé leur porte aujourd’hui et se sont réunis devant les bureaux du premier ministre Philippe Couillard afin de lui apporter les clés de leur organisme. En effet, le sous-financement chronique de tous les secteurs du mouvement communautaire ainsi que les coupes récentes dans différents programmes sociaux menacent la survie de plusieurs d’entre eux tout en les empêchant de pleinement remplir leur mission auprès des populations vulnérables.

« Le milieu communautaire n’échappe pas à la conjoncture. Avant même l’élection du gouvernement actuel, les groupes réclamaient une amélioration de leur reconnaissance et de leur financement. Ceux-ci jonglent depuis de trop nombreuses années avec des subventions à la mission inadéquates, souvent non indexées au coût de la vie, alors que la population est plus nombreuse à venir cogner à leurs portes. Les organismes sont débordés. Sans changement dans la situation actuelle, plusieurs risquent de s’effondrer. » explique Sébastien Rivard, coordonnateur du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM).

Cette manifestation s’inscrit dans le cadre de l’appel des campagnes *Je tiens à ma communauté > Je soutiens le communautaire* et *Les droits ça se défend!* « Notre action illustre la solidarité entre les groupes de plusieurs domaines : santé et services sociaux, défense collective des droits, secteur famille, éducation, environnement, et d’autres encore » de dire Jean-Yves Joannette de la TROVEP de Montréal. Au Québec, ce sont 1300 organismes qui ont fermé leur porte pour faire entendre les quatre revendications suivantes :

1. Le respect de l’autonomie des organismes communautaires et la reconnaissance de leur travail comme moteur du progrès social;
2. Le plein financement à la mission globale de tous les organismes d’action communautaire autonome qui y ont droit;
3. L’indexation annuelle des subventions pour suivre l’augmentation des coûts de fonctionnement;
4. La fin des compressions budgétaires et un réinvestissement majeur dans les services publics et les programmes sociaux.

À Montréal, les organismes en santé et services sociaux, en défense des droits ainsi que ceux des secteurs famille et femme tiennent particulièrement à interpeller le premier ministre afin qu’il intervienne auprès des ministres responsables des divers dossiers du communautaire. Il faut que Lucie Charlebois, Sam Hamad et Francine Charbonneau s’assoient avec les représentants communautaires afin de trouver des solutions au problème de sous-financement récurrent. Nancy Harvey, du Regroupement des organismes communautaires famille de Montréal (ROCFM) rapporte les besoins réels des groupes : « Nous demandons au gouvernement un rehaussement du financement récurrent de 225 millions de dollars pour les organismes en santé et services sociaux, 40 millions pour les organismes en défense collective des droits, 18 millions pour les organismes famille et des budgets supplémentaires pour les organismes dans tous les autres ministères. »

En coupant les services et en détériorant les droits des personnes marginalisées et en situation de pauvreté, l'austérité s'attaque aux organismes communautaires. Ainsi, plus les besoins de la population augmentent, plus les groupes sont sollicités, sans pour autant voir leur financement rehausser. Le communautaire, on n'a pas les moyens de s'en passer!

— 30 —

Contact média : Bruno Laprade, agent de communication au RIOCM – 514 476-0165  
info@riocm.ca

Porte-parole : cellulaires  
Sébastien Rivard, RIOCM 514-806-2118  
Nancy Harvey, ROCFM 514-618-8370  
Jean-Yves Joannette, TROVEP Montréal 514-291-4029  
Marjolaine Despars, RAPSIM- 514-879-1949  
Daniel Latulippe, RACOR en santé mentale, 514-265-8929  
Johanne Cooper, Maison Tangente 514-577-8704